

**Procédure adaptée**  
**(art. L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande  
publique)**

---

**Développement d'une capsule pédagogique en  
réalité virtuelle pour l'IFCE**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES N°2025-49**

<b>1. Le contexte</b>	<b>4</b>
<b>2. Objet du marché</b>	<b>4</b>
<b>3. Non-allotissement</b>	<b>4</b>
<b>4. Forme et étendue du marché</b>	<b>5</b>
<b>5. Durée</b>	<b>5</b>
<b>6. Pièces contractuelles</b>	<b>5</b>
<b>7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents</b>	<b>6</b>
<b>8. Modalité de passation des bons de commande</b>	<b>6</b>
<b>9. Modifications</b>	<b>6</b>
<b>10. Unité monétaire</b>	<b>7</b>
<b>11. Conditions financières</b>	<b>7</b>
11.1 Prix	7
11.2 Révision	8
11.3 Délai global de paiement	8
11.4 Modalités de paiement	9
11.5 Facturation	9
11.6 Réfaction	9
<b>12. Pénalités</b>	<b>10</b>
12.1 Pénalités liées à l'exécution de la prestation	10
12.2 Modalités d'application des pénalités	10
<b>13. Vérifications</b>	<b>11</b>
<b>14. Cession ou nantissement de créance</b>	<b>11</b>
<b>15. Assurances</b>	<b>11</b>
<b>16. Sous-traitance</b>	<b>12</b>
<b>17. Secret professionnel et obligation de discrétion</b>	<b>12</b>
<b>18. Protection de la main d'œuvre</b>	<b>13</b>
<b>19. Conformité aux règlements et référentiels de l'état</b>	<b>13</b>
19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	13
19.2 Conformité RGAA	14
19.3 Conformité RGI	14
<b>20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale</b>	<b>14</b>

<b>21. Pilotage des prestations .....</b>	<b>16</b>
<b>21.1 Réunion de lancement .....</b>	<b>16</b>
<b>21.2 Comités .....</b>	<b>16</b>
<b>22. Exécution au frais et risques du titulaire .....</b>	<b>17</b>
<b>23. Différends et litiges .....</b>	<b>17</b>
<b>24. Résiliation.....</b>	<b>18</b>
<b>25. Décompte de résiliation .....</b>	<b>18</b>
<b>26. Attribution de juridiction .....</b>	<b>18</b>
<b>27. Dérogations aux CCAG-TIC .....</b>	<b>18</b>

## 1. Le contexte

L'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports. Opérateur public, l'IFCE est, à la demande de l'État, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, organisations socioprofessionnelles et collectivités locales. Il est constitué de plusieurs pôles nationaux et délégations territoriales lui permettant de se déployer sur tout le territoire au profit de tous les publics concernés par le cheval et l'équitation.

Le Pôle Formation Professionnelle (PFP) est chargé de proposer des formations à destination des professionnels de la filière équine afin de participer à leur montée en compétences et à la diffusion des connaissances sur les équidés. Ce pôle se répartit au niveau national sur quatre sites, dont celui du Pin-au-Haras (61) avec notamment la Jumenterie du Pin qui met en œuvre toutes les formations et certifications concernant la reproduction équine et les techniques d'élevage. Ce site accueille des stagiaires de la France entière ainsi que des étrangers qui souhaitent développer leur expertise auprès des formateurs de l'IFCE.

## 2. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation d'une capsule pédagogique, avec une activité de type serious game en réalité virtuelle, simulant la récolte de semence d'un étalon, destinée à la formation préparant au certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur dans les espèces équines et asines, ainsi que des prestations associées.

Le module utilisera un casque de réalité virtuelle (VR) et tout autre dispositif adapté, jouable par les formateurs et les stagiaires.

## 3. Non-allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques techniques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

## 4. Forme et étendue du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande publique (CCP), sous la forme d'un marché pour partie forfaitaire et pour partie à bon de commande.

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum global est fixé à 89 900,00 € HT sur la durée du marché. La partie forfaitaire a pour montant maximum **40.000 € TTC**.

## 5. Durée

Le marché prend effet au jour de la notification pour une durée ferme de quatre ans.

Les bons de commande ne peuvent être conclus que pendant la période de validité du marché. Leur durée est définie, la fin d'exécution ne pouvant pas être supérieure à trois mois après l'échéance du marché.

## 6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par les cocontractants attributaires du marché et ses annexes éventuelles ;
2. Le bordereau de prix (PBU) ;
3. Les bons de commande ;
4. Le présent cahier des clauses administratives particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
7. L'offre technique et ses éventuelles annexes ;
8. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les documents techniques ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **8. Modalité de passation des bons de commande**

Le marché s'exécute pour partie selon un prix forfaitaire, mais également par bons de commande lorsque des prestations complémentaires sont demandées.

Les prestations complémentaires portent sur des prix unitaires définis dans les annexes financières, multipliés par le nombre d'unités d'œuvre souhaité.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

Par dérogation aux articles 3.7 et 13 du CCAG-TIC, si dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de la réception du bon de commande au titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande. Le délai de livraison commence à courir à compter l'accusé de réception du bon ou à l'expiration du délai. Toute réserve ou observation est laissée à l'acceptation de l'IFCE.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut excéder une période de plus de trois mois après la date d'échéance du marché.

## **9. Modifications**

L'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3).

Les nouveaux produits ou prestations, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, si l'IFCE n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier correspondant du titulaire.

## **10. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## **11. Conditions financières**

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **11.1 Prix**

Le document « bordereau de prix » fixe le prix forfaitaire de la prestation de base, dont le détail décompose le prix global et forfaitaire, ainsi que les prix unitaires de prestations complémentaires.

A la demande de l'IFCE, le titulaire proposera un nombre d'unités d'œuvres à multiplier par le prix unitaire par journée/homme, ce qui constituera sa proposition de prix pour chacun des items, qui feront l'objet de bons de commande.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;

- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

## **11.2 Révision**

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles annuellement à partir du treizième mois, par application de la formule suivante :

Choix de l'indice de référence (S) : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 JZ – Information et communication (Identifiant INSEE : 010766507)

Formule de révision des prix :

$$P_n = P_0 (S_n / S_0)$$

$P_n$  = prix révisé pour l'année n

$P_0$  = prix indiqué dans le bordereau de prix du contrat de concession et réputé établi sur la base des conditions économiques (index connu) à la date de remise des offres

$S_n$  = valeur de l'indice "S" connu à la date de la révision (définitif)

$S_0$  = valeur de l'indice "S" au mois de remise des offres (définitif)

Modalités d'application :

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

A partir de la seconde révision, la valeur de référence s'incrémentera ( $P_1$ ,  $P_2$ ...)

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, le bordereau de prix unitaire révisé et les détails du coefficient de révision, au plus tard deux mois avant la date d'effet de la révision.

## **11.3 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.



Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte.

#### **11.4 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

#### **11.5 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

#### **11.6 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## **12. Pénalités**

### **12.1 Pénalités liées à l'exécution de la prestation**

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés par l'IFCE et mentionnés dans les pièces contractuelles du marché et dans les bons de commande émis par l'IFCE.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, en cas de mauvaise exécution, d'exécution partielle ou de retard dans l'exécution des prestations ainsi que l'absence de respect de chacun des délais fixés dans le marché peuvent donner lieu à l'application de pénalités, sans mise en demeure préalable.

- Non-respect des règles de gouvernance du marché

En cas de non-respect des règles de gouvernance et pilotage des prestations définies au cahier des charges une pénalité d'un montant de 100 € par jour ouvré de retard est appliquée (du lundi au vendredi, de 7h30 à 19h, hors jours fériés).

- Pénalité pour non-conformité de la prestation

Une pénalité pour non-conformité de la prestation de 100 € peut être appliquée, par jour de non-conformité constaté, jusqu'au retour à la normale de la prestation.

Le décompte est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations. Il prend fin à la date de remise effective du (ou des) document(s), ce jour étant inclus dans le délai.

### **12.2 Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation, dont la non-réalisation dans les délais a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Lorsque le montant des pénalités dépasse 5 % des sommes annuelles normalement dues au titulaire en rémunération de ses services, l'IFCE peut résilier le présent marché sans indemnité et sans délai.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Par dérogation au CCAG-TIC, les pénalités sont dues dès le premier euro.

### **13. Vérifications**

Les vérifications et les décisions après vérifications seront prises conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-TIC et levées sous 1 mois.

Toute VSR est à la charge du titulaire (par dérogation au CCAG-TIC 27.2) et d'une durée de 1 mois.

### **14. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

### **15. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de

quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **16. Sous-traitance**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance est réputée prendre effet à la date de notification de l'acte de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En aucun cas le sous-traitant ne pourra intervenir dans l'exécution des prestations de service prévues dans le présent marché avant la date de notification de l'acte spécial. A défaut de l'avoir produit dans les délais, le titulaire encourt une pénalité conformément au présent CCAP.

## **17. Secret professionnel et obligation de discrétion**

Outre les dispositions du CCAG-TIC, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du périmètre du marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'IFCE, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire, des sous-traitants ou partenaires à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer leur personnel ou les éventuels sous-traitants qu'ils sont astreints à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont connaissance lors de l'exécution du marché.

Dans le cadre des dispositions prises par l'IFCE, puis à l'égard du titulaire des périmètres intéressant la sécurité, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique et aux libertés, actualisée par la loi du 20 juin 2018 et son décret d'application du 29 mai 2019 et les dispositions du Règlement général de la protection des données du 27 avril 2016.

## 18. Protection de la main d'œuvre

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-TIC.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur au cours de l'exécution du périmètre du marché relatifs à la protection de la main œuvre et aux conditions de travail. A cet égard, ils sont seuls responsables vis-à-vis de l'Inspection du Travail et des tiers.

## 19. Conformité aux règlements et référentiels de l'état

### 19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

### 19.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

### 19.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

## 20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

### Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet

du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, *etc.*

### **Responsabilité environnementale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

### **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;

- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## 21. Pilotage des prestations

### 21.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché.

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations :

- présentation des intervenants ;
- validation des flux de fonctionnement avec le titulaire (workflow, traitement des commandes, niveau de reporting...) ;
- modalités pratiques de la mise en place et de l'exécution de la prestation ;
- mise en place de la comitologie ;
- réponses aux questionnements de l'IFCE et du titulaire.

### 21.2 Comités

- **Comité de suivi prestation** au niveau des responsables opérationnels de la gestion des prestations, se réunissant mensuellement (ou selon la périodicité convenue) et chargé du suivi de la relation commerciale et financière. Les lieux d'exécution de cette instance sont précisés dans les convocations. Cette instance décisionnelle doit notamment permettre de traiter les points suivants :
  - ✓ situation contractuelle et point financier,
  - ✓ identification et suivi des risques majeurs,
  - ✓ suivi des prestations (tableau de bord de suivi quantitatif),
  - ✓ suivi de la qualité de la prestation ;
  - ✓ plan de charges prévisionnel,
  - ✓ devoir de conseil du titulaire,
  - ✓ arbitrages éventuels,



✓ litiges ;

- **Instance opérationnelle de suivi du projet** en charge de la gestion courante de la prestation (suivi du planning, point sur les actions réciproques, modalités de résolution des incidents...).

Les comités sont préparés et animés par le titulaire en coordination avec le référent IFCE. Le titulaire livre un compte-rendu à l'issue de chaque comité.

La fréquence et la composition des comités peuvent être adaptés en fonction de la nature de la prestation, d'un commun accord entre l'IFCE et le titulaire.

## **22. Exécution au frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **23. Différends et litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir, 49400 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **24. Résiliation**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-TIC (articles 48 et 49), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant lui être demandés, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du CCAG-TIC.

## **25. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

## **26. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Île-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

## **27. Dérogations aux CCAG-TIC**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 8 relatif aux modalités de passation bons de commande déroge à l'article 3.7 et 13 du CCAG-TIC.

L'article 12 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 13 relatif aux vérifications déroge à l'article 27.2 du CCAG-TIC.

L'article 16 relatif à la sous-traitance déroge à l'article 3.6.2 du CCAG-TIC.

L'article 24 relatif à la résiliation déroge à l'article 50 du CCAG-TIC.

L'article 25 relatif au décompte de résiliation déroge à l'article 52 du CCAG-TIC.